

ENVIRONNEMENT

2 décembre 2021

Depuis le mois de septembre, les grands industriels du secteur des engrais annoncent une réduction de leur production.



HAUSSE DES TARIFS

Crise énergétique : une très mauvaise nouvelle pour le coût des engrais et ceux des produits alimentaires

L'alignement des étoiles est très défavorable à la production agricole et alimentaire en Europe et dans d'autres parties du monde. La question économique et sociale, et géopolitique, est posée. Nos décideurs n'ont, semble-t-il, pas encore compris.

André Heitz

AJOUTER AU CLASSEURLECTURE ZEN

Crise énergétique : une très mauvaise nouvelle pour le coût des engrais et ceux des produits alimentaires

avec [André Heitz](#)

Atlantico : Depuis le mois de septembre, les grands industriels du secteur des engrais annoncent une réduction de leur production. Ils traversent une crise sans précédent avec la montée du prix du gaz. Pourquoi la crise du gaz touche-t-elle les producteurs d'engrais ?

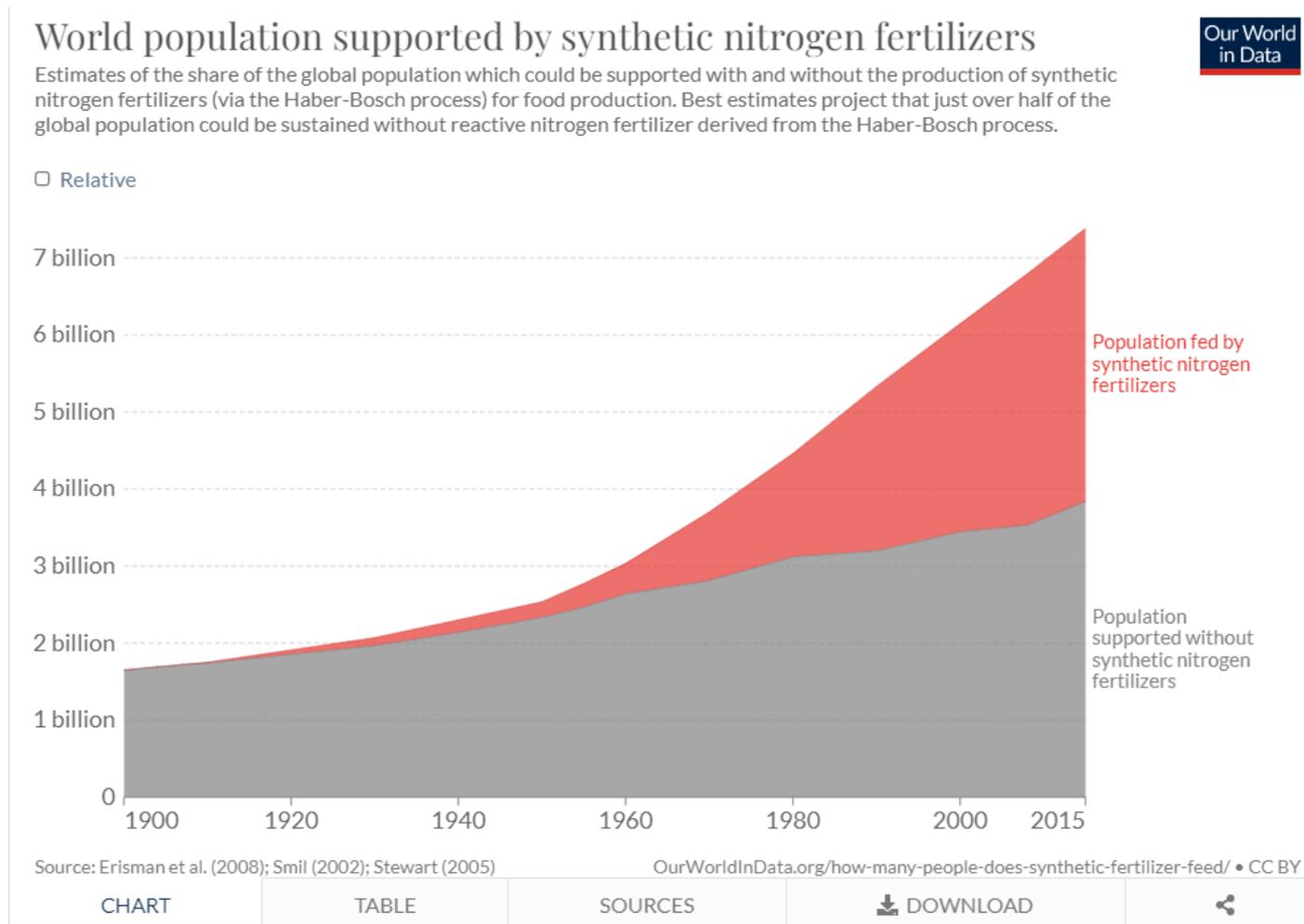
André Heitz : Commençons par un peu de pédagogie. Les plantes ont besoin d'éléments nutritifs pour prospérer, au premier rang desquels l'azote, le phosphore et le potassium. Les variétés modernes n'ont pas été conçues pour être le plus dépendant possible des « béquilles chimiques » comme on le lit souvent, mais pour être productives ; et, pour cela, il faut des éléments fertilisants, les produits de protection des plantes (les « pesticides ») venant souvent en soutien pour préserver leur potentiel de rendement et valoriser au mieux les investissements et le travail des agriculteurs.

Ainsi, en blé, selon les objectifs de la culture, [il faut](#) entre 2,8 et 3,2 kg d'azote par quintal de grain (3,5 à 4,1 pour un blé améliorant). « Exporté » à la récolte, l'azote prélevé des réserves du sol doit être restitué au sol pour maintenir sa fertilité et complété pour la culture suivante. Il n'y a pas de miracle, sauf chez les marchands d'illusions.

C'est ici qu'interviennent les engrais azotés de synthèse (nitrates, sels d'ammoniaque, urée). Selon une série d'études, [près de la moitié de la population](#) mondiale est alimentée grâce à l'azote de synthèse.

À LIRE AUSSI

[Circuits courts : les chiffres qui montrent le véritable impact du transport de notre alimentation sur l'environnement \(attention surprise\)](#)



Ce constat n'est pas encore celui du problème qui se pose à nous aujourd'hui, mais de son assiette.

Et voici la deuxième assiette : les engrais azotés de synthèse sont actuellement issus du procédé Haber-Bosch – sans doute l'invention la plus importante de l'histoire récente pour l'humanité – qui [consomme 3 à 5 % de l'ensemble du gaz naturel produit dans le monde](#). On comprendra l'ampleur du problème quand on sait que le gaz intervient pour quelque 80 % dans le coût de production de l'ammoniac, et que son coût a explosé.

Au-delà du gaz l'augmentation d'autres composants des engrais ralentissent-ils la production ? Faut-il craindre une pénurie d'engrais prochainement ?

L'envolée des prix du gaz – qui s'ajoute à la désorganisation des transports et des marchés – a eu des effets secondaires. La [Chine](#) a freiné ses exportations. Les pays prévoyants ont passé commande et risquent d'assécher le marché. Des entreprises ont [ralenti ou fermé leurs lignes de production](#). Début novembre 2021, on avait [estimé](#) que 40 % de la capacité de production d'ammoniac était arrêtée en Europe.

À LIRE AUSSI

[Manger bio ou protéger l'environnement : cette étude qui montre qu'il va falloir choisir](#)

Les engrais azotés ont aussi tiré les prix du phosphore et de la potasse vers le haut, mais le problème est moindre, les agriculteurs pouvant faire l'impasse si leurs sols sont raisonnablement pourvus.

Le [marché des produits de protection des plantes](#) est aussi tendu, tant en termes de disponibilités que de prix.

Au-delà des éventuelles pénuries d'engrais, il faut, non pas craindre, mais analyser les répercussions sur ce qui est la finalité de l'agriculture – l'alimentation – et y répondre.

Les niveaux de production risquent de baisser par l'effet conjugué d'une fertilisation et d'une protection phytosanitaires moindres.

Cela peut avoir de multiples répercussions, notamment une baisse de la production, forcée ou encore choisie, les agriculteurs fixant à un niveau plus bas les derniers quintaux économiquement rentables ; ou encore, dans le cas du blé, une baisse de la qualité boulangère induite par une diminution de la teneur en protéines et entraînant un déclassement de la production.

Mais ne paniquons pas. Nous avons connu une récolte de blé de 54 q/ha en moyenne en 2016, contre plus de 70 q/ha en temps normal. Et à 775 €/t d'ammonitrate à 33,5 % sortie port ([cotation du 30 novembre 2021](#)), il y a encore de la marge par rapport au prix du quintal de blé de la prochaine campagne, par essence inconnu (on est actuellement aux [alentours de 300 €/t](#), rendu port).

À LIRE AUSSI

Une étude majeure de l'Université de Cambridge établit qu'une agriculture PLUS productive est aussi... meilleure pour la biodiversité

Les agriculteurs pourraient aussi modifier leurs assolements pour les cultures de printemps, sous réserve notamment des disponibilités en semences, en faveur de cultures moins gourmandes en azote.

Cela peut avoir des répercussions en cascade. Un aspect généralement ignoré est la place géopolitique et géostratégique de la France et de l'Europe. Aurons-nous des capacités d'exportation, et d'influence ? Deviendrons-nous importateurs nets, y compris pour des denrées stratégiques ? Si la question n'est pas d'une brûlante actualité, il convient tout de même de se la poser.

Le gaz pourrait-il être remplacé par un recyclage des déchets alimentaires ou du fumier ?

La réponse courte et brutale est « non ».

Les matières organiques sont déjà valorisées, même si des progrès peuvent être faits. Et il est temps de casser le mythe du « bio » solution aux problèmes. Sur les années 2007-2018, le [rendement moyen du blé](#) « conventionnel » s'est établi à 71 q/ha et celui du « bio » à 28,75 q/ha, soit un rapport de quelque 2,5 à 1. Le rapport est meilleur en [maïs](#), mais l'écart reste considérable (93,25 q/ha et 58,75 q/ha, avec un rapport de 1,6 à 1).

Le rendement moyen national du blé tendre d'hiver France 1998-2018

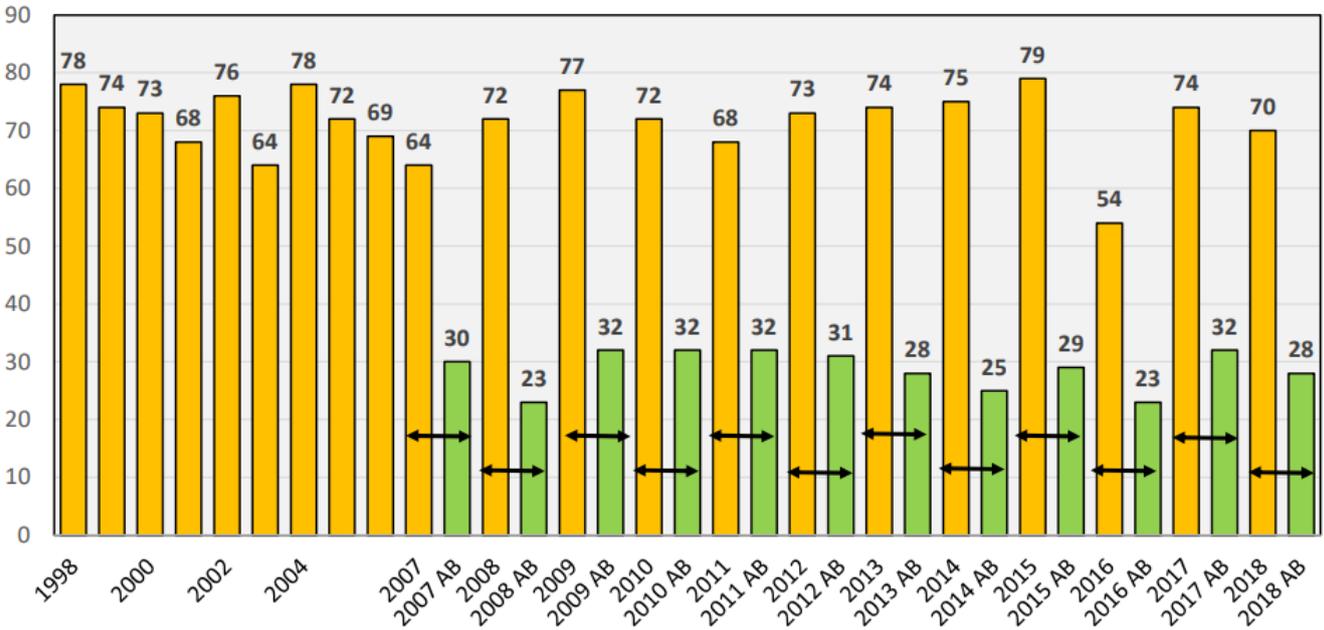


Figure établie à partir des données fournies par SCEES, ONIGC, Agreste et FranceAgriMer

■ Ensemble des surfaces

■ Production biologique

Rendement moyen national du maïs grain France 1998-2018

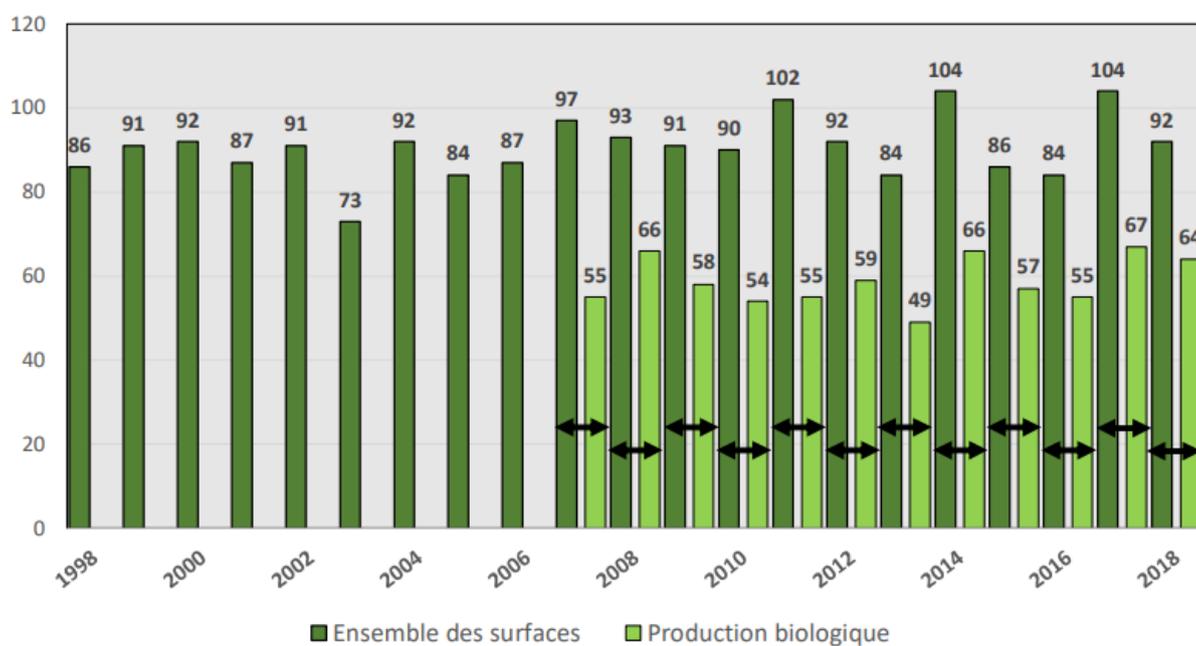
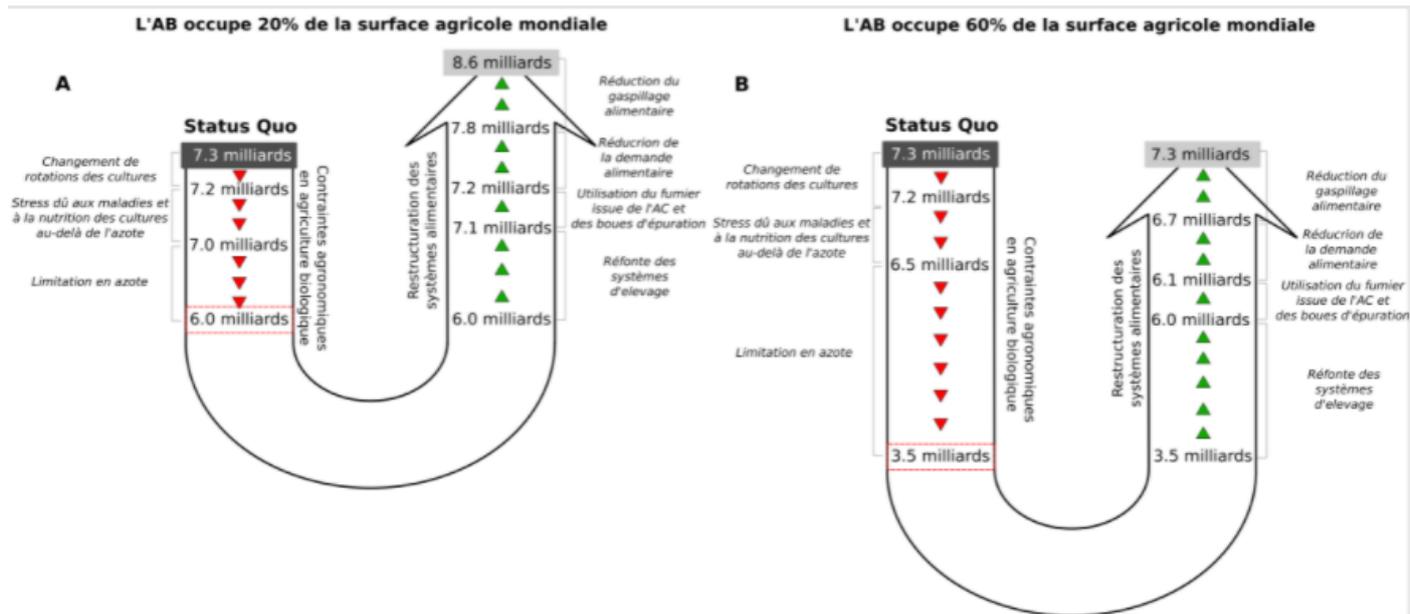


Figure établie à partir des données fournies par SCEES, ONIGC, Agreste et FranceAgriMer

Bien sûr, l'agriculture biologique a toute sa place dans le paysage agricole français, qui peut se la permettre. Ce qui est en cause, c'est l'idéologie et le prosélytisme. Dans une énième itération d'un *Kriegsspiel* sur tableur, des chercheurs ont trouvé qu'on pouvait aller jusqu'à 60 % de « bio » – donc sans azote de synthèse – dans le monde... moyennant une refonte drastique des systèmes agricoles et des réductions de la demande et du gaspillage alimentaires, ainsi que du captage du fumier issu de l'agriculture conventionnelle et, *horresco referens*, des boues d'épuration ([article](#), [communiqué de presse](#) de l'INRAE).



Ajoutons un autre constat : fin avril 2021, le président du Sri Lanka Gotabaya Rajapaksa a imposé une interdiction des importations d'engrais de synthèse (et de pesticides), voulant faire de l'île une Nation 100 % bio. Sept mois après, le grand projet s'est fracassé contre le mur des réalités et [l'interdiction a été levée](#), même si le fantôme du « 100 % bio » continue de sévir.

Face à une pénurie d'engrais et l'augmentation des prix, les coûts des récoltes pourrait-il être augmenté pour la saison prochaine ? Le prix des denrées alimentaires pourrait-il aussi être impacté ?

Au vu de la situation actuelle (y compris la pandémie de Covid qui s'éternise), la probabilité de voir les prix augmenter est bien plus forte que celle de les voir baisser.

Nous gérerons sans doute dans l'Union européenne. Les vrais problèmes se situeront ailleurs, avec l'augmentation de l'insécurité alimentaire et des pénuries, les risques d'émeutes de la faim, etc.

S'il faut tirer une leçon de cette situation pour l'Union européenne, c'est : « souveraineté énergétique = souveraineté alimentaire ».

Mais l'Union européenne – et nombre d'États membres – reste vissée au concept de *Pacte Vert (Green Deal)*, et surtout de *stratégie de la ferme à la table (farm to fork)* qui nous promet des réductions de productions estimées – charitablement – à 10 à 20 %.

Et des pays comme l'Allemagne et la Belgique ferment leurs centrales nucléaires au profit d'un « renouvelable » intermittent et non pilotable suppléé les nuits et

les journées sans vent par un gaz... qui serait bien mieux utilisé pour fabriquer des engrais.